



Fiche 1 :

MUTATIONS DE L'ENGAGEMENT

L'ENJEU

Reconstruire notre pacte démocratique en renforçant l'engagement civique, associatif, ainsi que la participation politique et citoyenne.

DÉCRYPTAGE

Après « les années 1968 », période où ont émergé de nouveaux « mouvements sociaux » structurés autour de causes diverses mais fédérés autour d'idéaux libertaires et anti-capitalistes communs, les causes défendues n'ont cessé de se diversifier, quitte parfois à se dépolitiser. À partir des années 1980, chaque groupement militant a eu tendance à se replier sur son propre domaine d'intervention (la défense de l'environnement, le droit des femmes, la défense des sans-papiers, l'antiracisme, le soutien aux mal logés...), tandis qu'émergeaient de nouvelles causes circonscrites à un enjeu (cf. la multiplication des associations de malades ou de victimes) ou un territoire bien précis (dans les banlieues, contre tel ou tel projet d'aménagement...).

L'essor et la fragmentation des causes derrière quelques grandes mobilisations collectives

Dans les années 1970, les partis de gauche et les syndicats ont fortement contribué à agréger une partie des revendications portées par les nouveaux mouvements sociaux. Le déclin de la syndicalisation (voir graphique, 20% des salariés étaient syndiqués au début des années 1980, 7% aujourd'hui) a affaibli la capacité des syndicats à donner sens aux causes portées par les mouvements sociaux et le mouvement associatif. Certes de grands mouvements de protestation collective orchestrés par les syndicats ont continué de scander l'histoire sociale et politique. Cependant, ces grands mouvements ont surtout été défensifs et n'ont guère empêché la baisse du nombre de leurs adhérents, si bien que les syndicats ont eu de plus en plus de mal à s'opposer aux réformes qui portent atteinte à la protection sociale et aux droits des salariés.

La professionnalisation des grandes organisations militantes (partis, syndicats, grandes fédérations associatives)

La fragmentation du militantisme, la transformation de beaucoup de grandes associations et ONG en prestataires de services publics, dans un contexte de perte d'espoir politique, ont encouragé la substitution des tâches effectuées par des bénévoles par des professionnels. Si ce phénomène a des causes multiples, il a pour effet de renforcer le cloisonnement et la spécialisation des organisations et de dépolitiser leur discours.

Un engagement de plus en plus ponctuel

Sans plus beaucoup d'espoir de changer la société, les citoyens qui s'engagent aujourd'hui entendent d'abord corriger une situation d'injustice « ici et maintenant » et se focaliser sur des objectifs limités jugés seuls atteignables à court terme. Ils sont en conséquence de moins en moins nombreux à accepter de sacrifier leur vie de famille et leur vie professionnelle à leur engagement. Certains y voient le signe d'une montée de l'individualisme. L'individualisme n'est pas synonyme d'hédonisme et de repli sur soi. La méfiance pour l'enrôlement dans des organisations peut parfaitement se conjuguer avec des attitudes altruistes comme le montre l'importance des dons d'argent ou encore les comportements de consommation équitable et/ou responsable, en forte hausse.

C'est donc plus du côté de la pénétration dans toutes les sphères de la vie sociale de processus d'individuation qu'il faut chercher une explication de la moindre disposition des personnes à militer de façon continue. Dans une société où hommes et femmes travaillent à parts quasi-égales et sont soumis à de fortes contraintes de performance et où les tâches domestiques font l'objet d'un partage moins inégal qu'avant, le temps disponible pour militer se raréfie. On ne s'étonnera

pas dans ces conditions que la manifestation, la pétition, le don d'argent, la participation ponctuelle à telle ou telle campagne électorale, l'activisme derrière son écran d'ordinateur soient les formes les plus prisées d'engagement collectif, ce qui ne peut que creuser le fossé entre les cadres des organisations, de moins en moins nombreux et de plus en plus fréquemment issus de familles militantes, et les participants intermittents de plus en plus difficiles à fidéliser. Ces engagements intermittents, voire ponctuels ont souvent une dimension émotionnelle forte.

Conclusion

La poursuite du morcellement des causes, l'affaiblissement des partis et des corps intermédiaires conduisent au développement de ce que Pierre Rosanvallon nomme l'« impolitique », qui n'est pas la passivité civique mais le « défaut d'appréhension globale des problèmes liés à l'organisation d'un monde commun ». Si les corps intermédiaires ne saisissent pas à bras le corps cette question démocratique, ils risquent de laisser le champ aux démagogues populistes ou à une recentralisation autoritaire qui serait le fait de technocrates qui confisqueraient la question démocratique au nom de l'efficacité.

Du côté du pouvoir politique, jusqu'à un temps récent, l'engagement était remis au cœur des préoccupations dans les contextes de crise sociale. C'était le cas en 2005 à la suite des « émeutes de banlieue » avec la création du « service civil », ou en 2008, dans un cadre de tensions avec certains quartiers quand Nicolas Sarkozy a proposé un service civil obligatoire... C'est une vision souvent limitée voire instrumentalisée de l'engagement, souvent corrélée à une dimension moralisatrice ciblant en particulier la jeunesse.

Pour nous, l'engagement doit se concevoir de manière bien plus large, il est :

- un élément de modernisation de la démocratie permettant, entre autres, de lutter contre la défiance croissante à l'égard des institutions (en y opposant une « capacitation » citoyenne);

- une contribution essentielle à l'innovation sociale, qui permet notamment de répondre à des besoins sociaux non couverts.

La Ligue a une longue tradition d'accompagnement de l'engagement citoyen à la fois pour proposer des cadres d'engagement (l'engagement se réalise dans un projet collectif) mais aussi dans l'interlocution avec les politiques à tous les niveaux de décision : du national au local (logique fédérative, capacité d'auto-organisation).

PROPOSITIONS*

- **Sensibiliser à l'engagement** à des moments biographiques charnières et dans des espaces clefs (formation, réorientations professionnelles, passage à la retraite, etc.).
- **Construire des passerelles entre les associations**, l'Education nationale, le monde de l'Enseignement supérieur pour sortir d'une approche linéaire des trajectoires scolaires peu propice aux expériences non formelles.
- **Promouvoir l'année de césure comme vecteur d'engagement associatif** et le soutien à l'engagement étudiant.
- **Favoriser la présence d'associations dans l'enceinte des établissements scolaires** y compris par la mise à disposition de matériel et de locaux.
- **Favoriser l'auto-organisation de jeunes en associations.**

*issues de la campagne *Agir, voter*, mars 2017.